I.S.S.N. 0014-1097

L'EST EUROPÉEN

ACTUALITÉ
HISTOIRE

Un référendum pour rien

Anciens Communistes : pardonnez-nous !

Ukraine : Reconnaissance internationale 1917-1920

N° 222 AVRIL-JUIN 1991

L'EUROPE DE L'EST (Frontières actuelles des Etats)

N° 222 AVRIL-JUIN 1991

SOMMAIRE

ACTUALITE

Le référendum de mars 1991 3
Etre ou ne pas être 5
La situation écologique et le référendum 7

Pardonnez-nous, bonnes gens 9

Youriy Choukhevytch
« L'Empire va vers l'effondrement » 12

Réunions des mouvements de libération nationale .. 15
Réunion à Maardu 15
Résolution sur les forces d'occupation 18
Résolution sur les crimes en Lituanie 19
Résolution contre la préservation de l'empire 19
Réunion de Tbilissi 20

Bénédicte Vorobkevytch
La situation religieuse en Roumanie 23

Le programme du Parti national ukrainien 26

V. Bolubash

Des Ukrainiens, fondateurs de la cosmonautique .. 30

Dr David R. Marples
La catastrophe de Tchornobyl 34

Vassyl Symonenko
Au frère kurde 38

HISTOIRE

W. Trembicky
Reconnaissance internationale de l'Etat ukrainien, 1917-1923 39

Josef Kalvoda
Les relations entre la Tchéco-Slovaquie et l'Ukraine 47

Jindzich Vlcek
A propos du problème macédonien 57

LIVRES 59

Le référendum de mars 1991

Le référendum du 17 mars 1991 en Union soviétique était en réalité un référendum pour rien. Appelé « *référendum sur l'avenir de l'Union* », il n'était qu'une tentative de plus pour tromper les peuples opprimés et l'opinion occidentale, car l'avenir de l'Union soviétique ne dépendait et ne dépend nullement du résultat de ce référendum.

En Ukraine, deux, voire trois questions ont été posées aux votants. La première, imposée par Moscou, concernait « l'avenir de l'Union » et était formulée comme suit :

« *Considérez-vous indispensable le maintien de l'Union des Républiques socialistes soviétiques comme une fédération rénovée des Républiques égales en droit et souveraines, dans laquelle seront garantis pleinement les droits et les libertés de chaque nationalité ?* »

La seconde question, ajoutée par le pouvoir communiste de la République d'Ukraine avait trait à la souveraineté de cette République :

« *Etes-vous d'accord pour que l'Ukraine fasse partie de l'Union des Etats soviétiques souverains sur la base de la Déclaration de la souveraineté étatique de l'Ukraine ?* »

Mais dans les trois régions occidentales regroupant la population de Galicie, une troisième question a été ajoutée aux deux précédentes :

« *Désirez-vous que l'Ukraine devienne un Etat indépendant pouvant résoudre d'une manière indépendante toutes les questions de politique intérieure et extérieure, et garantissant des droits égaux à tous ses citoyens sans distinction de nationalité et d'appartenance religieuse ?* »

Le résultat du référendum est très significatif. Selon les chiffres officiels, 83,5 % des électeurs ont pris part au vote. La question de Moscou a obtenu 70,5 % dans toute la RSS d'Ukraine, dont 44,6 % à Kiev, 18 % dans la région d'Ivano-Frankivsk, 16,4 % dans la région de Lviv, 19,3 % dans la région de Ternopil, 54,2 % dans la région de Rivné, 53,7 % en Volynie. Ces résultats sont contestables en raison de nombreuses fraudes et irrégularités. La question sur la souveraineté de l'Ukraine posée par le pouvoir communiste de Kiev a obtenu 80 % (donc plus que la question de Moscou sur l'Union).

En revanche, la question sur la souveraineté et l'indépendance complète de l'Ukraine formulée par le pouvoir régional d'opposition en Ukraine occidentale a obtenu respectivement : 90,1 % dans la région d'Ivano-Frankivsk, 89,5 % dans la région de Lviv, 85,3 % dans la région de Ternopil.

L'opposition, qui n'avait pas accès aux mass-média, s'est adressée à la population de l'Ukraine par différents tracts. On lira ci-après le texte de l'un de ces tracts diffusés à Kiev, et une information concernant l'écologie, diffusée par le Roukh de Dnipropetrovsk.

ETRE OU NE PAS ETRE

Tandis que le peuple doit faire la queue tous les jours de façon humiliante pour les produits de consommation, attendre des dizaines d'années pour obtenir un logement, dans le même temps le système totalitaire, du fait d'une idéologie qui a fait faillite, a sécrété toute une classe de parasites. Craignant la colère populaire, la nomenclature du PCUS, les généraux du complexe militaro-industriel et le KGB font tout pour sauvegarder leurs privilèges. Les événements sanglants de Lituanie sont une manifestation de la haine sauvage des gouvernants autocrates envers les peuples qui veulent la liberté.

L'ordre n° 493/513 de Pougo-Iazov, de triste mémoire, ne fait que consacrer la montée de la dictature dont nous avait averti E.A. Chevernadzé avec angoisse. Que prévoit le scénario ? La dissolution des conseils démocratiques ?

Se rendant compte qu'elle essuie un effondrement total, n'ayant aucun argument dans une lutte politique honorable, la réaction a recours à une grossière déformation... (transmission illisible).

C'est la raison pour laquelle le Conseil des ministres d'Ukraine, qui est un Conseil du PCUS, le premier parmi les Républiques de l'Union, a adopté une décision autorisant les troupes du ministère de l'intérieur et la milice à employer contre les meetings et les manifestations de rue des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes, des grenades éblouissantes et assourdissantes, etc. (Izvestia du 7 février 1991). Tout ceci dans une situation où la population d'Ukraine, par son attitude, ne justifie en rien ces nouvelles dispositions, et alors que les dirigeants des mouvements démocratiques sont victimes de la fabrication de fausses affaires criminelles.

Le système a démontré que son essence n'a pas changé, qu'il reste aussi criminel que dans les années du stalinisme. Jusqu'à quand le totalitarisme communiste impérial va-t-il impunément commettre des crimes, détruire l'âme des gens, les transformer en esclaves privés de parole, mépriser et piétiner la dignité humaine, sociale et nationale ?

Il compte sur la psychologie d'esclaves et la soumission des malheureux.

Est-ce que c'est cela le « socialisme à visage humain ? Ce sont là les « valeurs socialistes » ? C'est cela la progression vers un Etat de droit ? Est-ce que c'est cela le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes dont parle Gorbatchev dans tous les pays ? C'est cela la défense des droits de l'homme dont parle le texte du bulletin du référendum ?

Est-il possible qu'après les événements de ces derniers temps il y ait encore des gens qui ne comprennent pas que l'on ne peut pas mettre la tête sous le joug qui se dénomme « fédération rénovée » ?

NON AU TRAITE DE L'UNION AVEC UN CENTRE IMPERIAL !

Un tel traité, outre l'absence de droit, signifie la prolongation de la situation coloniale de l'Ukraine (100 milliards de roubles pillés chaque année par le Centre).

Seule est valable la coopération entre Etats indépendants et souverains !

Il est criminel aujourd'hui de rester en dehors de la politique. De chacun de nous dépend le destin de l'Ukraine, l'avenir de nos enfants et petits-enfants !

Nous n'avons pas le droit à l'erreur dans le référendum, car elle serait tragique pour notre avenir !

Organisation régionale de Kiev
du Parti républicain ukrainien

LA SITUATION ECOLOGIQUE ET LE REFERENDUM

Une information du Roukh

En Ukraine, de nombreuses régions sont dans une situation écologique critique, notamment celle de Kiev, du Donets, de Dnipropetrovsk... Ainsi dans la région de Dnipropetrovsk la situation écologique empire chaque année : à la suite de la concentration d'usines, qui est probablement la plus élevée d'Ukraine, ces usines ont totalement pollué près de 600 petites rivières ; dans les champs de la région on utilise jusqu'à 150 catégories de pesticides et d'herbicides. Il en résulte une augmentation de maladies dans la population, particulièrement chez les enfants.

Le gouvernement de l'Union soviétique a approuvé en son temps une décision concernant un salaire complémentaire à la population vivant dans une zone de 30 kilomètres autour des centrales nucléaires, reconnaissant ainsi la nocivité de ces centrales pour la santé des gens. Mais que peuvent faire ceux qui respirent un air empoisonné et mangent des aliments contaminés ? ! Ils ont été transformés en otages des institutions et ministères centraux (fédéraux). Malheureusement, l'activité sociale de la population de la région de Dnipropetrovsk est faible, ce qui oblige les représentants locaux du Roukh et du Parti républicain ukrainien à déployer des efforts pour éveiller la conscience sociale et nationale des gens. Il le font en éveillant la conscience écologique et l'instinct de conservation.

Le 17 mars, lors du référendum, le destin de l'Ukraine va se décider. Deviendra-t-elle indépendante ou restera-t-elle encore une colonie du Kremlin ? La santé et la vie même de la région de Dnipropetrovsk dépendent

également du vote : si l'Ukraine reste inféodée au Centre (à Moscou), les gens resteront des otages et des animaux captifs des expériences des ministères de l'énergie nucléaire et de l'industrie chimique de l'Union. La vie des générations futures, l'existence ethnique même des citoyens ukrainiens dépendent de leur choix du 17 mars.

Information du Roukh de Dnipropetrovsk
B. Kostiouk
Secteur des relations extérieures

Pardonnez-nous, bonnes gens !

Nous, anciens membres ordinaires du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) (en Ukraine), nous nous adressons à vous, bonnes gens, et vous prions de nous accorder

VOTRE PARDON

— pour les yeux affamés de vos enfants qui ont toujours été sous-alimentés ;
— pour les familles dévêtues et sans chaussures ;
— pour les étagères vides dans les magasins ;
— pour les mauvaises conditions de vie ;
— pour la solitude et l'abandon des personnes âgées ;
— pour le mépris des invalides ;
— pour l'exploitation inhumaine des femmes ;
— pour les villages dévastés ;
— pour les villes abimées et sales ;
— pour les rivières, la mer, l'air et la terre empoisonnés ;
— pour le génocide de Tchornobyl ;
— pour la destruction des églises et des temples ;
— pour l'effacement de la mémoire historique ;
— pour le bourrage de crâne idéologique infligé à plusieurs générations ;
— pour le totalitarisme omniprésent ;

— pour la profanation des espoirs radieux de vos proches, — pour tout cela et pour beaucoup d'autres choses qui se sont passées pendant 73 années.

PARDONNEZ-NOUS, BONNES GENS !

Nous ne commettons pas ces indignités. Mais le PCUS, ivre de son arbitraire total, refuse toujours d'une manière hautaine et avec arrogance de faire acte de contrition devant le peuple qu'il a conduit à la catastrophe.

Actuellement le PCUS s'efforce de faire dévier la colère populaire sur d'autres, et de transférer les responsabilités en utilisant des attaques soit contre les mouvements de libération nationale tels que le Roukh, soit contre les démocrates, soit contre de mythiques « éléments destructeurs ». Or les effroyables étapes du gouvernement communiste ne constituent-elles pas le témoignage que c'est le PCUS qui est une force destructrice ? Voici ces étapes :

Le communisme de guerre, une guerre civile fratricide, la collectivisation, la famine, les répressions, des pertes inouies durant la Seconde Guerre mondiale, la justice sommaire envers des peuples entiers, la décomposition de la société, la destruction de la personnalité.

En entrant au PCUS, nous avons cru à la possibilité d'aider au développement civilisé de la société. Pour beaucoup d'entre nous, être dans les rangs du PCUS était l'unique possibilité de réaliser notre activité civique, d'essayer de faire quelque chose d'utile.

Mais nous avons tous été trompés, nous à l'intérieur du PCUS et vous hors du PCUS, car le totalitarisme est par principe dirigé contre l'être humain. Notre faute

réside dans ce que nous avons cru aux dogmes, que nous nous sommes laissés berner par les promesses successives des plénums et des congrès (du Parti), que nous avons nourri les bureaucrates du Parti par nos cotisations et que nous les laissions s'abriter derrière notre nom. La compréhension de la vérité n'en fut que plus dure pour nous, lorsque, grâce à la glasnost, nous avons réalisé que notre société se trouve rétrogradée, l'Etat a fait banqueroute et la personne humaine a été réduite à l'état sauvage. Le PCUS refuse de reconnaître sa culpabilité.

Mais l'histoire est impitoyable : le degré de responsabilité a toujours tôt ou tard rattrapé le degré de pouvoir.

Il faudra bien répondre devant le peuple. Nous voulons rapprocher ce jour pour mettre fin une fois pour toutes à cette expérimentation terrible sur des millions de gens. En entrant dans la voie de la lutte pour le pouvoir du peuple, pour la liberté de l'individu, dans la voie de la concorde avec vous, nous nous adressons à vous :

PARDONNEZ-NOUS, BONNES GENS !
SOYONS UNIS !
ENSEMBLE NOUS VAINCRONS !

Signé :

Anciens membres du PCUS :
L.M. Zalyva, I.V. Hetmanskyi, Y.M. Jarovnyi,
T.S. Ouchakova, Y.M. Khomoulenko, A.D. Prytykine

"L'Empire va vers l'effondrement"

« *L'empire va vers l'effondrement* », a déclaré Youriy Choukhevytch, président de l'Assemblée ukrainienne inter-partis (UMA), militant de la coalition nationale qui trouve de plus en plus de soutien parmi les Ukrainiens, impatients d'achever l'indépendance politique du pays.

L'art de gouverner et la politique sont choses nouvelles pour Choukhevytch, qui pendant plus de 25 ans, jusqu'à sa libération en 1990, n'a pas été un homme politique mais un prisonnier d'opinion. Il est aujourd'hui aveugle par faute de soins durant son emprisonnement. Son seul « crime » fut d'avoir refusé de renier son père, qui était le commandant en chef de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) qui combattit les Nazis et les Soviétiques.

Dans une interview récente recueillie juste avant le référendum de Gorbatchev sur un nouveau traité d'Union du 17 mars 1991, Youriy Choukhvytch a déclaré à un journaliste du Service Central d'Information Ukrainien (UCIS) : « *Je considère que c'est une honte de nous imposer un référendum. Les Ukrainiens, à la fin du XX*e *siècle, ont-ils besoin de confirmer par un vote leur droit à l'indépendance, d'autant plus qu'ils ont déjà amplement voté en versant leur sang pour être indépendants ?... Je considère humiliant d'aller voter sur*

cette question... En tout état de cause, la question a déjà reçu une réponse. Même s'il y avait 100 % de votes contre un « nouveau traité d'Union », notre destin ne serait pas décidé par notre vote mais par le pouvoir à Moscou ».

L'UMA a condamné le référendum, déclarant le 1er février dernier qu'une organisation équitable d'un vote est impossible « *sous une administration coloniale et en présence d'une armée d'occupation* ». De la même manière que les sept Républiques qui ont boycotté le plébiscite, l'UMA poursuit en « *ne reconnaissant pas les résultats du référendum* ».

Analysant la situation actuelle en Ukraine, Y. Choukhevytch déclare que les groupes réformateurs, comme le Mouvement populaire d'Ukraine (Roukh), « *sont en train... de devenir inefficaces* ». Il pense qu'une « *nouvelle vague, une troisième force* » arrive sur la scène politique : ce sont les partis nationaux réunis par l'UMA, qui refusent de prendre part à la politique parlementaire communiste ou d'entrer en dialogue avec les communistes au pouvoir.

« *Sur l'éventail politique, nous occupons une position diamétralement opposée à celle du Parti communiste. Avec le temps, l'UMA devra unifier toutes les forces qui vont véritablement vers l'indépendance nationale et non pas vers une fédération ou une confédération. Nous n'accepterons pas plus une pseudo-indépendance dans laquelle nous aurions formellement notre propre président et notre propre drapeau, pour être ensuite comme une quelconque « république bananière » d'Amérique du Sud, dépendante de notre voisin du Nord* », déclare Y. Choukhevytch.

Dans les termes de sa stratégie pro-indépendantiste, l'UMA est en train d'organiser un « Parlement alterna-

tif » basé sur le modèle de la Rada centrale, qui gouverna l'Ukraine indépendante de 1918 à 1920. Des millions d'habitants de l'Ukraine se sont déjà enregistrés comme citoyens de la République nationale ukrainienne, et ils pourront être appelés à élire une Constituante pour mettre en place le futur organe politique.

« *L'Ukraine est un territoire occupé, une colonie, et par conséquent nous ne devons participer à aucune des institutions d'occupation, même à celles relevant du multipartisme parlementaire* », conclut Youriy Choukhevytch.

Réunions des mouvements de libération nationale

REUNION A MAARDUM

Communiqué

La 9e conférence du Conseil de coordination des mouvements de libération nationale des nations captives de l'URSS s'est tenue à Maardu en Estonie, les 19 et 20 janvier 1991. Des délégations d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Biélorussie, de Crimée, d'Estonie, de Géorgie, de Lettonie, de Lituanie, d'Ukraine, de Moldavie, des Tatars, d'Ouzbékistan et de Pologne ont pris part à la conférence, représentant un total de 23 organisations politiques. La délégation bulgare n'a pas pu assister à la conférence, n'ayant pas reçu l'autorisation d'entrer en URSS.

En conjonction avec la conférence, un meeting du centre de coordination « Varsovie 90 » a eu lieu. Ce groupe représente des partis et des organisations de pays à l'intérieur de l'empire soviétique.

Les participants à la conférence ont souligné que la situation politique, dans l'empire soviétique, allait en se détériorant. Une contre-attaque des forces réaction-

naires désireuses de conserver l'empire a commencé. On assiste à des tentatives de suppression des mouvements de libération nationale par la force et d'incitation à des conflits locaux ou entre les nationalités.

Les participants à la conférence considèrent que le progrès démocratique est impossible tant que les forces d'occupation ne se seront pas retirées et qu'une désoviétisation décisive des organes gouvernementaux et des structures sociales n'est pas mise en œuvre. Sinon, les activités national-bolchéviques peuvent mener à d'autres conflits avec de nombreuses victimes. Par conséquent, les participants à la conférence approuvent l'idée d'un procès public du système communiste et de ses organes de terreur, semblable au procès de Nuremberg et au jugement sur le nazisme.

Les participants rejettent le soi-disant traité d'Union sous quelque forme qu'il soit. Un tel traité est en fait une tentative de préserver l'empire soviétique sous une forme modifiée. Les participants soutiennent le droit de toutes les nationalités à refuser de servir dans les forces armées de l'URSS. Les représentants d'une nationalité ne peuvent pas lutter contre les aspirations à la liberté des autres nationalités. Le chemin de la démocratie — vers une vraie liberté et l'indépendance des peuples — peut être atteint à travers la formation de mouvements alternatifs et de corps représentatifs indépendants du contrôle des institutions soviétiques.

Au cours de la conférence, des résolutions sur l'armée d'occupation, les crimes commis par l'URSS en Lituanie, les luttes contre la préservation de l'empire soviétique, les prisonniers politiques, la tragédie de Tchornobyl, le soutien à la lutte pour l'indépendance du peuple tatar, le statut de la Crimée et les tragiques événements d'Asie centrale ont été adoptées.

De plus, les délégations ont signé un appel, « Varsovie 90 », adressé au président américain Georges Bush.

Il a été convenu que la prochaine conférence aura lieu à Tbilissi en Géorgie, du 23 au 25 février 1991. Ont participé à la conférence :

Les représentants de :

Solidarité (Pologne)
Parti libéral-démocrate de l'indépendance (Pologne)
Ligue de la liberté lituanienne
Mouvement national letton pour l'indépendance
Conseil de Lettonie
Club pour la protection de l'environnement letton
Front populaire biélorussien
Parti national-démocrate biélorussien
Organisation de la jeunesse démocrate de Moldavie
Parti de l'indépendance nationale tatare « Ittifak »
Union de la justice de St Ilia (sur la plate-forme du Congrès) (Géorgie)
Parti géorgien de l'indépendance nationale
Parti national-démocrate géorgien
Parti démocrate géorgien
Assemblée inter-partis ukrainienne
Parti national ukrainien
Parti républicain ukrainien
Mouvement des peuples d'Ouzbékistan « Birlik »
Organisation du mouvement national des Tatars de Crimée
Union pour l'auto-détermination nationale arménienne

Maardu, Estonie
20 janvier 1991.

Résolution n° 1

SUR LES FORCES D'OCCUPATION

Etant donné :

que les « Républiques soviétiques » se trouvant à l'intérieur de l'empire soviétique avaient été antérieurement des Etats indépendants, avec leurs propres institutions, et qu'elles ont perdu leur indépendance à la suite d'une occupation et de l'annexion, d'abord par la Russie et ensuite par l'URSS ;

que la présence de l'armée impériale permet de continuer l'agression contre les nations captives, et

que la présence des forces soviétiques d'occupation est le principal obstacle pour atteindre la pleine indépendance ;

nous considérons que la suppression des susdites forces d'occupation est l'unique solution acceptable pour nos peuples.

En conséquence, pour atteindre ce but :

1. chaque Etat occupé doit reconnaître que le statut de l'armée soviétique est celui d'une force d'occupation et doit demander publiquement son retrait en URSS et sur le plan international ;

2. dans le but d'accélérer le processus mentionné ci-dessus, des encouragements publics doivent être faits, à travers l'empire, pour boycotter la conscription dans des forces soviétiques d'occupation, basé sur la Convention de Genève du 12 août 1949, dont l'article 81 interdit à l'Etat occupant d'enrôler dans ses forces armées des citoyens de l'Etat occupé.

Les organisations politiques soussignées mettront en œuvre tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre ces objectifs.

Résolution n° 2

SUR LES CRIMES COMMIS PAR L'URSS EN LITUANIE

Le régime soviétique a encore commis un autre crime contre l'humanité. Il s'agit d'un nouvel acte d'agression contre le peuple lituanien, qui a fait environ 500 tués, blessés ou disparus.

Nous déclarons :

que toutes les unités de l'armée soviétique doivent totalement et inconditionnellement se retirer de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie et des autres Etats occupés ;

que la responsabilité de cette agression en Lituanie incombe à l'hégémonie de l'URSS et que le président Gorbatchev est directement responsable. Un tribunal international devra statuer sur eux.

Résolution n° 3

CONTRE LA PRESERVATION DE L'EMPIRE

L'Union des Républiques Soviétiques a été créée par le criminel Parti communiste. Tout au long de son existence, l'URSS a commis des génocides contre les peuples qu'elle a forcés à se joindre à elle, et a exercé des politiqus étrangères agressives. Ce régime a tué des dizaines de millions de personnes et n'a pas encore été puni pour ces crimes.

Un référendum pour décider de la préservation de l'URSS (...) est une entreprise illégale et immorale. (...) Les buts d'un tel référendum est de légaliser — pour les nations captives et la communauté internationale — un régime né d'un coup d'Etat et qui a été maintenu conti-

nuellement par la violence, l'occupation et l'annexion de pays voisins.

Nous appelons les nations captives de l'URSS à ne pas signer le traité d'Union et à ne pas participer au référendum sur la question de la préservation de l'URSS. (...)

De plus, nous déclarons que les traités politiques signés (actuellement) par la Russie avec les nations qui ont été forcées de rejoindre l'URSS, mèneront eux aussi à la préservation de l'URSS. Nous considérons que jusqu'au démantèlement définitif des structures du pouvoir de l'empire, toute participation à des négociations sur des traités d'union politique, quels que soient ces traités, comme étant une trahison des intérêts des nations captives.

REUNION INTERNATIONALE DE TBILISSI

La 10e réunion des représentants des nations subjuguées de l'Union soviétique s'est tenue à Tbilissi les 23-24 février dernier en présence des délégations de sept mouvements indépendantistes. Malgré les mesures sévères prises contre les activités nationales par les troupes du Ministère de l'Intérieur, la Conférence a travaillé en vue de créer un front commun pour le renversement du régime de Moscou en URSS.

Les jours précédant la Conférence, des membres du groupe paramilitaire géorgien « Mhredrioni » (Sauveur) ont été arrêtés par les forces de sécurité du pouvoir central. En effet, la Conférence s'est ouverte avec de nombreux délégués participant à une manifestation publique pour appeler le départ des forces armées soviétiques de Géorgie. Le rassemblement était organisé par

le Congrès national de Géorgie, un « Parlement d'opposition », qui considère le Soviet suprême de Géorgie comme une institution coloniale.

Les délibérations ont commencé avec des rapports de chacune des nations représentées sur la situation actuelle dans leurs Républiques respectives. La Pologne était aussi représentée. Presque tous les intervenants critiquèrent la « voie parlementaire » vers l'indépendance nationale. Ils encouragèrent la création de corps administratifs et législatifs alternatifs et indépendants et de forces armées nationales.

Vassyl Barladianu, délégué de l'Assemblée ukrainienne inter-partis (UMA), conseilla aux mouvements indépendantistes de s'unir et de coordonner leurs activités à l'intérieur d'un front commun. De nombreuses représentations nationales ont annoncé leur soutien de principe à la proposition de Barladianu.

Ensuite, sur proposition de la délégation ukrainienne, la Conférence a **décidé de se réunir** à nouveau les 13-14 avril 1991 en Ukraine.

Ont participé à cette 10e Conférence de Tbilissi :

Le Parti de l'indépendance nationale de Géorgie
Le Parti national-démocrate de Géorgie
La Ligue des citoyens de Géorgie
La Société « Ilya le Juste » de Géorgie
Le Congrès national letton
Le Comité national letton
L'Union de la jeunesse nationale «Jeune Lituanie »
La Ligue pour la liberté de la Lituanie
Le Parti républicain uni d'Estonie
Le Parti antibolchévique du Front national de Biélorussie
L'Union pour l'autodétermination nationale d'Arménie

Le Parti « Musavat » d'Azerbaïdjan
Le Front national d'Azerbaïdjan
« Solidarité libre » de Pologne
Le Forum « Varsovie 90 »
L'Assemblée ukrainienne inter-partis (UMA)
L'Association des nationalistes ukrainiens (UNS)
L'Association « Indépendance nationale de l'Ukraine » (DSU)
L'Association de la jeunesse ukrainienne indépendante (SNUM)
Le Comité pour la défense des droits de l'homme en Ukraine
Le Comité pour la création de Forces armées ukrainiennes.

La situation religieuse en Roumanie

par Bénédicte VOROBKEVYTCH

Le 22 décembre 1989 a ouvert de grands espoirs sur un avenir meilleur pour tous les habitants de Roumanie. Ce jour-là, Dieu a eu pitié de nous, il a dispersé les ténèbres accumulées par près de cinquante années de communisme, qui avait transformé un Etat européen en prison de tout un peuple. Ce jour-là est devenu jour de joie ; de même qu'il nous a apporté une libération longuement attendue, il a ouvert nos lèvres, nous a permis d'exprimer ouvertement nos pensées, mais aussi notre tristesse, le regret des années perdues derrière les barreaux du « paradis communiste », regret et souffrance pour les milliers de martyrs à qui personne ne pourra rendre la vie sur cette terre, pour la jeunesse et la santé perdues en vain.

Qu'ont fait, pendant toutes ces années, les citoyens de la Roumanie (et parmi eux la minorité ukrainienne) ? Dans la terreur, le mensonge, la haine envers la vérité et la bonté, envers tout ce qui est humain, dans la politique d'athéisme, une grande partie de nos gens ayant perdu la foi en Dieu sont devenus les serviteurs de Satan et de ses représentants sur terre, se satisfaisant du malheur d'autrui, de la possibilité de nuire de quelque façon que ce soit à son prochain. Une autre partie, ayant gardé

espoir en la grâce divine, priait Dieu d'avoir pitié et de tourner sa Face vers nous.

Comment caractériser brièvement toutes ces années ? Judas Iscariote a vendu Jésus-Christ ; le nom de Judas est devenu le symbole de la trahison infâme. Lorsque les communistes sont arrivés au pouvoir en Roumanie comme dans les autres Etats d'Europe orientale, grâce à l'aide des chars soviétiques et du mensonge, du crime, de la force, ils ont commencé par semer la haine entre les gens. Dans cette situation, l'arrestation d'innocents devint une chose quotidienne. L'action de Judas fut élevée et reçut le statut d'idéologie d'Etat, la trahison devint acte d'honneur, de grand patriotisme.

Ayant placé leurs hommes au pouvoir le 6 mars 1945, les communistes ont commencé à détruire leurs ennemis. Qui étaient leurs « ennemis » ? D'abord tous les partis historiques qui avaient réunifié les terres roumaines, qui avaient construit l'Etat qu'était devenue la Roumanie entre les deux guerres. Les partis ne furent pas seulement liquidés en tant qu'organisations, mais tous leurs membres furent physiquement détruits.

Et réellement, la coupe fut sombre car entre le 1er août et le 1er décembre de cette année-là, tous les évêques furent arrêtés, les églises et les biens passèrent tous aux mains des orthodoxes. Les prêtres, les couches de l'intelligentsia qui ne se soumettaient pas aux orthodoxes furent incarcérés, battus, condamnés à de longues années d'emprisonnement.

Une partie du clergé resta dans les paroisses continuant à servir ses fidèles, attendant des jours meilleurs. Pourquoi une partie du clergé est-elle restée dans ses paroisses, dans les rangs de l'Eglise orthodoxe ? Par conviction ? Non, pensant seulement que c'était l'unique solution pour garder ses fidèles, afin qu'ils ne suivent pas de mauvaises voies, que la situation changerait rapi-

dement et que nous obtiendrions nos droits. Mais il a fallu attendre plus de quarante et un ans, jusqu'au 25 décembre 1989, lorsque le décret N° 358 du 1er décembre 1948 fut abrogé et que l'espoir revienne. Aujourd'hui, nous voyons que la lutte sera encore longue. Une grande partie des fidèles gréco-catholiques est partie chez les catholiques de rite latin... Une grande partie de ceux qui sont restés sans prêtres ont rejoint les néo-protestants et ils sont perdus pour la foi catholique ; beaucoup de familles se sont assimilées à d'autres. Le manque d'éducation catholique pose un grave problème dans la situation actuelle.

Pour nos fidèles en Roumanie, le vicaire général est Mgr Isidore Toniouk de Radivtsi ; à Radivtsi, l'abbé est le père Ivan Volochtchouk.

Prof. Bénédicte VOROBKEVYTCH
(Seret, Roumanie)

Le programme du Parti national ukrainien

Nous commençons la publication des programmes des partis politiques ukrainiens.

Le Parti national ukrainien a été créé le 21 octobre 1989 à Lviv. NDLR.

Le Parti national ukrainien considère que la crise politique, économique, culturelle et écologique en Ukraine est le résultat de la situation d'asservissement de la nation ukrainienne. En janvier 1918, le peuple ukrainien a conquis l'indépendance pour son Etat — la République nationale ukrainienne — qui fut reconnu de fait et de jure par de nombreux Etats libres. De même le gouvernement de la République soviétique fédérative de Russie a reconnu la République nationale ukrainienne. Le 1er novembre 1918, la République ukrainienne fut proclamée également sur le territoire de l'Ukraine occidentale, et le 22 janvier 1919, par un acte d'union, les deux Etats se sont unis en un seul Etat, la République nationale ukrainienne.

A la fin de 1918, violant l'armistice, la RSFS de Russie a lancé une agression contre l'Ukraine. Cette agression n'ayant pas été provoquée par le gouvernement de l'Ukraine indépendante et étant contraire à la loi (internationale), ce fut la raison pour laquelle le peuple ukrainien poursuivit la lutte pour l'indépendance politique

de sa patrie. Le 14 mars 1939, l'Ukraine carpathique proclama à son tour l'indépendance. L'étouffement de cette indépendance n'a pas mis fin aux aspirations des Ukrainiens à la liberté. Par l'acte du 30 juin 1941, la restauration de l'Etat indépendant ukrainien uni fut proclamée et un gouvernement formé. Pour défendre le droit à l'indépendance, l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) a combattu sur deux fronts à la fois, contre l'Allemagne nazie et ensuite contre la Russie bolchévique, jusqu'aux années 1950. Tout cela constitue la marche des événements inséparables et qui se complètent, faisant partie de la lutte du peuple ukrainien pour l'indépendance politique au cours du XXe siècle. Cette marche est en fait un prolongement des traditions étatiques de la nation ukrainienne de l'époque princière et royale et de l'époque cosaque.

A la suite de l'agression de la République soviétique de Russie contre la République nationale ukrainienne à la fin de l'année 1918, l'Ukraine s'est retrouvée occupée, et sur son territoire fut créée, par la décision du comité central du Parti communiste russe (des bolcheviks), une nouvelle structure artificielle, la République soviétique d'Ukraine. Le gouvernement de cette République fut l'un des initiateurs de la création de l'URSS. Etant donné que la RSS d'Ukraine et son gouvernement furent créés par la décision du comité central du Parti communiste russe (des bolcheviks) et que le gouvernement légal de la République nationale ukrainienne fut chassé, les lois de la RSS d'Ukraine et les traités signés entre elle et les gouvernements des autres nations sont nuls, et c'est la raison pour laquelle le Parti national ukrainien (PNU) ne les reconnaît pas et considère que la RSS d'Ukraine n'est pas une République mais une administration coloniale en Ukraine.

Le PNU fait valoir le droit de la nation ukrainienne à l'indépendance politique et proclame que son but est la restauration de la République nationale ukrainienne dans les limites ethnographiques (du peuple ukrainien).

Pour atteindre son but dans les conditions actuelles, le PNU inscrit dans son programme :

1. L'activité en vue de favoriser la consolidation des principes démocratiques au sein de la société. Dans ce but, le PNU exige des garanties pour la démocratie :

a) La garantie économique que constitue la propriété privée. Toute la production, les banques, les routes, les moyens de communication et d'information, qui sont aujourd'hui la propriété de l'Etat, doivent devenir propriété privée, coopérative ou actionnaire.

b) La garantie concernant les armes privées. L'absence d'armes privées fait que le citoyen se trouve sans défense face à un criminel armé, et elle constitue un des principaux freins pour la démocratisation de la société... Une loi légalisant la possession privée d'armes est nécessaire. Elle réglementerait l'usage et le calibre des armes.

c) La garantie politique que constitue le pluralisme politique. Le monopole du pouvoir et de l'information par un seul parti est amoral et contraire aux lois.

2. L'exigence de la reconnaissance à l'Ukraine du statut de pays occupé par les gouvernements des pays démocratiques et le gouvernement de l'URSS.

3. La demande d'abolition de la Constitution de la RSS d'Ukraine et du traité sur la formation de l'URSS. Les intentions en vue de la mise à jour du traité d'union ou l'élaboration d'un nouveau texte sont considérées

par le PNU comme des tentatives de légalisation de l'état d'asservissement de l'Ukraine.

4. L'exigence concernant la représentation de la RSS d'Ukraine à l'ONU : elle doit être congédiée et remplacée par une représentation comprenant les forces nationales d'opposition, y compris celles de l'émigration.

5. Les efforts pour la formation d'un gouvernement provisoire de l'Ukraine, fondé sur les forces politiques ayant pour but l'indépendance étatique.

6. La création de forces armées nationales.

7. L'exigence concernant le retrait des troupes d'occupation des territoires ukrainiens.

8. La convocation d'une Assemblée nationale constitutive.

Ce programme a été approuvé lors de la réunion constitutive du Parti national ukrainien.

Lviv, le 21 octobre 1989

Des Ukrainiens, fondateurs de la cosmonautique

par V. BOLUBASH

Le premier à avoir eu l'idée d'utiliser une fusée pour un vol habité a été un Ukrainien, M. I. Kybaltchytch, condamné à mort pour avoir fabriqué une des bombes qui a tué le tsar Alexandre II en 1881. Arrêté le 17 septembre 1881, il établit en prison le schéma de la première fusée volante. Kybaltchytch fut exécuté peu après le procès des terroristes pour attentat contre le tsar.

L'histoire de la cosmonautique considère Youriy Kondratiouk comme l'un des pionniers en ce domaine. Il est né le 7 septembre 1900 dans la ville de Loutsk, en Ukraine. Ce savant, inventeur ukrainien, est l'un des premiers créateurs et chercheurs de la technique des fusées.

Il termina ses études en 1918 dans un collège de Kiev. Kondratiouk a élaboré une série de schémas de fusées interplanétaires, et il a beaucoup travaillé sur le problème des vols dans l'espace. Il a proposé de créer une station orbitale sur la Lune. En 1929 est parue la première édition de son livre : *La conquête des espaces interplanétaires.*

L'académicien V.P. Hlouchko écrit à son sujet : « Parmi les premiers chercheurs sur la cosmonautique,

Kondratiouk est, à mon avis, le fondateur de la construction de la grande fusée porteuse ». Il s'est enthousiasmé sur les problèmes des liaisons interplanétaires et a créé seul une théorie du vol en fusée. Il a établi des calculs originaux sur le déplacement des fusées à combustible liquide, sur les chambres de combustion. Ses travaux étonnent encore aujourd'hui par leur audace. Ils contiennent de nombreuses précisions fondamentales, qui ont encore une signification pratique de nos jours.

Après le voyage sur la Lune d'Apollo 2, le savant américain, le docteur Law, a dit que lors de l'élaboration du programme de vol, le livre de Kondratiouk : *La conquête des espaces interplanétaires* avait été utilisé. Son nom a été donné à des rues de Kiev et de beaucoup d'autres villes, ainsi qu'à un cratère de la Lune. Une plaque commémorative a été apposée sur l'un des bâtiments de l'Institut pédagogique de Poltava où Kondratiouk fit ses études. Une rue de Poltava porte également son nom. Mobilisé dans l'armée rouge pendant la guerre germano-soviétique, Kondratiouk a été tué en 1942 sur le front de Moscou.

Le 12 janvier 1987, Serge (Serhiy) Korolov, éminent savant et cadémicien ukrainien, l'un des plus remarquables concepteurs dans le domaine de la construction de fusées et de la cosmonautique pratique, a fêté ses 80 ans. Les années d'enfance du futur savant sont liées à Jytomyr, ville où il est né. Jeune garçon, il a appris le passé du peuple ukrainien de la bouche de son grand-père, M. Moskalenko, dont le passeport portait la mention « Cosaque de la ville de Nijyn ». Les ancêtres de Korolov figurent dans les registres de la Sitch des Zaporogues.

Adolescent, il découpait dans des revues les dessins de machines, particulièrement ceux des avions. Il construisait des modèles et les expérimentait.

Après avoir terminé ses études à l'Institut polytechnique de Kiev, Korolov fut envoyé à Odessa pour y poursuivre ses études techniques. Là, Korolov établit un projet de planeur K.5, qui fut exposé dans la section de technique aviation. Ensuite le projet fut envoyé au secteur central du Sport à Kharkiv. Ce fait démontre que bien avant ses études dans les instituts de Kiev et de Moscou, le jeune homme était déjà sur la voie de la construction théorique et pratique d'objets volants. Il donnait des cours de pilotage, dirigeait des équipes, prenait une part active dans « l'Amicale d'aviation et de vol à voile d'Ukraine et de Crimée ».

En 1931, S. Korolov est devenu membre du groupe d'études du déplacement des fusées, où trois ans plus tard fut lancée la première fusée soviétique.

Le 20 décembre 1987, le journal *Radianska Oukraina* a publié une rare interview de l'académicien V.P. Hlouchko (Glouchko), ainsi que sa photographie. V.P. Hlouchko est né à Odessa. Ses premières années d'études techniques terminées, il devint étudiant à l'Université de Léningrad. Après avoir terminé ses études, il travaille au laboratoire de dynamique des gaz. C'est là que Hlouchko propose l'idée d'un vaisseau spatial original, dont la propulsion devait être assurée par le soleil. L'idée sera complétée par la construction réelle de la première fusée porteuse électrique au monde.

L'académicien Valentin Hlouchko est entré dans l'histoire de la science et de la cosmonautique comme fondateur des constructions de fusées porteuses. Sous sa direction ont été fabriqués des combustibles liquides puissants qui ont été et sont encore utilisés.

Dans l'interview citée plus haut, Hlouchko confirme que S. Korolov a été le principal constructeur des systèmes de fusées cosmiques de la cosmonautique sovié-

tique. Le premier vol habité dans le cosmos, réalisé le 12 avril 1961, est dû à S. Korolov.

L'académicien Hlouchko évoque les années noires des répressions staliniennes. Le 23 mars 1938, il fut arrêté et accusé d'avoir soi-disant nui au travail de ses collègues du groupe d'études de Moscou sur le déplacement des fusées. A ce propos, Hlouchko évoque sa première rencontre avec Korolov qui s'est déroulée au laboratoire de Léningrad. Peu de temps après, en 1937, le NKVD arrêta Korolov, Hlouchko et d'autres éminents savants de la construction de fusées. Korolov se retrouva dans un camp de la Kolyma. Grâce aux démarches des autres savants, il en fut libéré en 1942. Du fait du succès des expérimentations au sol et aériennes des dispositifs de roquettes pour avions de combat, dispositifs réalisés par le groupe de Hlouchko et Korolov, Staline les grâcia de toute inculpation judiciaire, puis ensuite il les décora.

A la fin de 1946, S.P. Korolov fut nommé concepteur principal de fusées balistiques, qui réalisa la percée dans l'espace. Et V. Hlouchko devint le principal constructeur de la fusée porteuse « Energuia » capable de porter plus de cent tonnes de matériel dans l'espace. Les mérites de ces deux constructeurs ukrainiens dans la conquête de l'espace ont été soulignés dans un article paru dans *The Economist* du 9 octobre 1987.

V. BOLUBASH
(Toronto)

La catastrophe de Tchornobyl

par le Dr David R. MARPLES

D'après un article de Charles Oulton du journal *The Independant Sunday,* entre 7 et 10 000 personnes ont été tuées par la catastrophe nucléaire de Tchornobyl du 26 avril 1986. Or, les statistiques officielles des décès depuis l'accident sont tenues secrètes et les autorités ne parlent que de 31 victimes. L'article cite les propos de V. Tchernoussenko, directeur d'une zone interdite de 30 km autour de la centrale nucléaire, affirmant que les mineurs et les soldats ont été les principales victimes des radiations immédiatement après l'accident. M. Tchernoussenko, 50 ans, est lui-même irradié et son pronostic de survie n'est que de 2 à 4 ans. C'est la raison pour laquelle il brise le silence et a décidé de dire la vérité sur cette catastrophe.

Le savant ukrainien déclare que l'accident qui a détruit le réacteur est bien plus sérieux que ce qui a été rapporté à l'International Atomic Energy Authority (IAEA) par les autorités soviétiques. En effet, l'IAEA a été informée que 3 % des 190 tonnes du combustible radioactif du réacteur ont été dégagés dans l'atmosphère alors que les scientifiques soviétiques estiment la vérité entre 60 et 80 %.

Il affirme que la ville voisine de Prypiat' a été évacuée trop tardivement. Après des tergiversations sur l'opportunité d'une évacuation, la question n'a été abordée que dans la nuit du 26 au 27 avril 1986, alors que la radioactivité oscillait entre 200 et 400 milli-Roentgens et ne cessait d'augmenter en certains endroits de la ville. Il affirme également que certaines communes (3,5 millions d'habitants) proches de Kiev ont été également évacuées trop tardivement, le 6 mai au plus tôt, et pense que la capitale de l'Ukraine, Kiev, aurait du être évacuée, car le taux de radioactivité y atteignait 20 à 40 milli-Roentgens par heure, soit 100 fois plus que les normes de sécurité admises.

Aujourd'hui, la situation est telle que Gorbatchev a dû lui-même déclarer le 25 avril 1991 : « La tragédie de Tchornobyl n'appartient pas encore au passé. L'humanité commence juste

à réaliser la nature des problèmes sociaux, médicaux et psychologiques créés par la catastrophe ». Il a appelé les gouvernements de tous les pays, les organisations internationales et les hommes de bonne volonté « à participer intellectuellement et financièrement » à un programme international sur ce sujet. NDLR.

L'explosion de la centrale nucléaire de Tchornobyl, en Ukraine, a produit un profond impact sur la vie du peuple d'Ukraine. Comme dans le cas de beaucoup d'autres désastres soviétiques, il était difficile au début d'obtenir des informations exactes. On disait que le quatrième réacteur avait été endommagé et que trente et une personnes ont trouvé la mort à la suite de la radiation et de la chute des débris. Une commission gouvernementale a été mise en place « pour liquider les conséquences de l'accident ». Une zone dangereuse de trente kilomètres de diamètre a été désignée, et 125.000 personnes ont été évacuées. Gorbatchev dénonça à cette occasion à la télévision des « mensonges » diffusés en Occident à propos de l'ampleur de la catastrophe. Les experts médicaux cherchaient à faire des pronostics sur les développements futurs des cancers. Une vaste campagne de nettoyage du site fut entreprise, impliquant des pilotes d'hélicoptères, des mineurs, des travailleurs de construction, envoyés pour procéder au nettoyage. On comparait l'héroïsme de Tchornobyl à celui de la guerre germano-soviétique de 1941-1945.

Cinq ans après, on se rend compte qu'il s'agit d'une partie seulement de la réalité. La tragédie n'est pas un événement du passé, elle est devenue une tragédie nationale aussi bien pour cette République que pour la Biélorussie voisine. La radioactivité libérée lors de l'explosion par césium, strontium, iodine, plutonium et d'autres isotopes a produit des effets permanents sur l'environnement. Des précautions nécessaires n'ont été

prises à aucun moment. La population a été tenue dans l'ignorance presque pendant trois années consécutives, jusqu'à la publication d'une carte des retombées radioactives.

On sait aujourd'hui que les régions de Kiev, Tchernihiv, Jytomyr, Rivné et de Volhynie sont sévèrement touchées. Plus de 3,5 millions d'hectares de terres et 1,5 millions d'hectares de forêts sont rendus inutilisables, peut-être de manière permanente. En Biélorussie, un tiers du territoire de la République a été contaminé. Plus de 70.000 Ukrainiens ont dû être évacués rien qu'en 1990, des milliers d'autres attendent leur tour.

Les conséquences pour la santé sont tout simplement catastrophiques. Les ouvriers ayant participé au nettoyage du site ont été les premières victimes. Les autorités soviétiques reconnaissent le décès d'au moins 500 d'entre eux, mais le chiffre réel est sans doute beaucoup plus élevé. Presque la totalité des 500.000 ouvriers ayant travaillé au nettoyage de la centrale et de ses environs sont aujourd'hui malades. La mortalité parmi les pilotes d'hélicoptères ayant travaillé au-dessus du réacteur endommagé atteint près de 100 %. On possède des témoignages confirmant que les compteurs Geiger, défectueux, ne signalaient pas correctement les doses de la radioactivité reçues. Près de quatre millions de citoyens vont sans doute subir les conséquences de la tragédie.

Ces conséquences ont affecté surtout les enfants, dont les glandes thyroïdes ont été attaquées par la radioactivité pendant la première semaine après l'explosion. Selon les chiffres officiels, 60.000 enfants d'Ukraine ont besoin d'être examinés et soignés. L'ambassadeur de la RSS d'Ukraine à l'ONU a parlé même de 380.000. La destruction du système immunitaire des enfants par une dose peu importante de radiation a provoqué chez eux

une augmentation notable — de 300 % à 1.000 % — des maladies de toute sorte.

Comment un tel désastre a-t-il pu se produire ? Il est évident que les mesures de sécurité touchant au fonctionnement de la centrale sont directement en cause. En deuxième lieu, les autorités nucléaires et sanitaires soviétiques se sont efforcées de dissimuler les informations concernant l'accident, d'où l'ignorance des millions de gens concernant le danger auquel ils étaient exposés. Troisièmement, certaines organisations occidentales et certains experts, trop crédules, ont sous-estimé l'ampleur du désastre, même après avoir visité le site. Parmi eux se trouvent des membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui n'ont pas voulu mettre en cause l'avenir de l'industrie qu'ils représentent.

Il existe un trait commun à cet aspect : le manque de respect envers l'élément humain et une idée que la science demande des sacrifices, ou bien que la production entraîne nécessairement une certaine dose de risque. La leçon de Tchornobyl consiste à se rendre compte que le peuple est en droit d'être informé sur le danger qui le menace, sans égard aux conséquences que cette information pourrait entraîner pour le gouvernement, l'industrie et l'économie. Tchornobyl est une tragédie qui est toujours présente.

Dr David R. MARPLES
Université d'Alberta
Institut canadien
d'études ukrainiennes

Vassyl SYMONENKO
Poète ukrainien (1935-1963)

AU FRERE KURDE

Les montagnes, arrosées de sang, poussent des cris,
Les étoiles, touchées, tombent en tourbillon,
Dans les vallées odorantes, labourées et meurtries,
Le chauvinisme inassouvi fait irruption.

Kurde ! Tu ne dois pas gaspiller tes munitions,
Mais il ne faut pas épargner la vie des assassins !
Tu dois te lever en trombe de sang
Contre ces fayots de l'arbitraire malsain.

C'est le langage des balles que tu dois leur tenir.
Ce n'est pas seulement tes biens qu'ils visent :
C'est ta langue et ton nom qu'ils veulent anéantir
Et faire des bâtards de ton peuple, de tes fils.

Tu ne pourras pas vivre en concorde avec ton oppresseur,
A lui — agir en maître, à toi — tirer le fardier !
Notre ennemi commun est le chauvinisme agresseur
Qui se nourrit du sang des peuples torturés.

Il s'est lié perfidement avec l'imprécation,
Et il fera tout pour te soumettre.
O, Kurde, ne gaspille pas tes munitions,
Sans elles ton peuple ne pourra pas renaître.

La force de ta haine ne doit pas quitter ta piste
Et l'amitié ne doit devenir ton flambeau
Que lorsque le dernier des chauvinistes
Aura disparu dans un tombeau.

(Traduit de l'ukrainien par W.K.)

Reconnaissance internationale de l'Etat ukrainien, 1917-1923

par W. TREMBICKY

Il n'existe à ce jour aucune histoire analytique des relations diplomatiques de l'Ukraine au cours des années 1917-1920, comprenant leur classification par périodes, types de reconnaissance (de jure, de facto, semi-officielle) et par ordre de représentation : ukrainienne à l'étranger et corps diplomatiques étrangers à Kiev, selon qu'il s'agit d'ambassades, de légations, de missions ou de consulats.

Il faut distinguer trois périodes dans les relations internationales de l'Ukraine de 1917 à 1923 :

a) Première République (du 20 novembre 1917 au 29 avril 1918) ;

b) Hetmanat (du 1er mai au 15 décembre 1918) ;

c) Deuxième République ou Directoire (du 15 décembre 1918 au 20 novembre 1920, et en exil jusqu'au 31 décembre 1923).

Cette classification par périodes est importante, car la politique étrangère de l'Ukraine s'est développée d'une manière différente au cours de ces trois époques.

Pendant la première période, la République Démocratique Ukrainienne entretint des relations avec dix Etats faisant partie de l'Entente, et ensuite avec les Puissances Centrales, ce qui conduisit à des relations avec les pays neutres et avec les Etats nouvellement créés.

La puissance d'attraction de la République Démocratique Ukrainienne, en 1917-1918, résidait dans son potentiel militaire (500.000 hommes), son potentiel économique (60 % du potentiel de l'empire) et sa population (38 millions d'habitants), plus le fait qu'elle avait réaffirmé son indépendance et sa souveraineté le 22 janvier 1918, et signé le traité de Brest-Litovsk le 9 février 1918.

En considération de ces facteurs, sous la Première République, l'Etat ukrainien, proclamé le 20 novembre 1917, fut reconnu, en 1917-1918 :

a) de facto par 3 pays de l'Entente : la France, l'Angleterre et la Roumanie, dès le début de janvier 1918 ;

b) de jure par 4 Puissances Centrales et la Russie soviétique ;

c) semi-officiellement par 7 autres pays de l'Entente : la Belgique, la Grèce, l'Italie, le Japon, le Portugal, les Etats-Unis et même la Chine, et

d) par 7 Etats neutres : le Danemark, la Hollande, l'Espagne, la Norvège, la Perse, la Suisse et la Suède, dont certains avaient investi des capitaux dans l'industrie ukrainienne ;

e) des relations de facto furent établies avec 5 Etats nouvellement créés en Europe de l'Est : la Finlande,

l'Union du Sud-Est des Terres des Cosaques et du Caucase du Nord, l'Idel-Oural, la Sibérie, la Fédération Transcaucasienne et le gouvernement tchèque en exil, en tant qu'allié de l'Entente.

En tout, 25 pays entretenaient des relations diplomatiques avec la République Démocratique Ukrainienne. De son côté, celle-ci avait des représentations diplomatiques à Berlin, Istanboul, Bucarest et Tbilissi.

Au cours de cette première période, en Ukraine se trouvaient :

— des missions militaires de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, de Belgique, du Japon et de Roumanie ;

— des représentations diplomatiques de France, d'Angleterre, d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie ;

— 12 représentations consulaires avec des pouvoirs diplomatiques (7 de pays neutres, ainsi que la Grèce, le Portugal et la Chine). A cette époque, il n'y avait pas de représentant de la Russie soviétique, ni de Finlande. En plus, à partir de janvier 1918, 56 consulats représentant l'Entente et les pays neutres, ainsi que la Bulgarie et la Turquie, fonctionnaient dans 7 villes d'Ukraine : Kharkiv, Odesa, Mykolayiv, Kherson, Marioupil, Berdiansk et Katérynoslav.

Deux importants facteurs amenèrent un grand changement dans la structure gouvernementale ukrainienne, de sorte que la République démocratique devint une monarchie hetmaniste ; ce sont :

1) les questions sociales, qui, sous la République, avaient un effet contraire tant dans le pays même que sur le plan des relations économiques internationales vis-à-vis des puissances du Centre et d'autres nations indépendantes, ce qui était regrettable, car, à cette épo-

que, ces pays souhaitaient établir des relations économiques étendues avec l'Ukraine, qui comptait alors 38 millions d'habitants ;

2) les facteurs politiques : reconnaissance de la souveraineté de l'Ukraine par les Puissances Centrales ; assistance militaire austro-hongroise immédiate pendant la guerre qui éclata entre l'Ukraine et la Russie soviétique ; aide diplomatique et économique de la part des Puissances Centrales sur le plan international.

Les Alliés ne voulurent pas tenir compte de ces facteurs. D'une manière générale, les pays de l'Entente (dont la Russie faisait partie) étaient opposés à la séparation de l'Ukraine d'avec l'Empire russe. Ils soutenaient le point de vue de la Russie, selon lequel le problème ukrainien était contestable, et que l'autodétermination politique wilsonienne (en 13 points) ne pouvait s'appliquer à l'Ukraine, ni à aucun autre pays d'Europe de l'Est.

Sous l'Hetmanat, des relations diplomatiques et économiques furent établies avec 4 Puissances Centrales, 11 Etats nouvellement créés et 7 Etats neutres, ainsi que des relations semi-officielles, du type « non inscrits » avec la Grèce, l'Italie et la France. Parmi les nouveaux Etats on trouve : la Finlande, l'Estonie, la Biélorussie, la Lituanie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Sibérie et la Pologne. Les Etats suivants reconnurent l'Ukraine de jure : les 4 Puissances Centrales, la Russie soviétique, la Finlande, la Pologne et la Géorgie. Des relations de facto furent instaurées avec les Etats suivants : l'Estonie, la Lituanie, la Biélorussie, l'Arménie, l'Azerdaïdjan et 7 Etats neutres, et des relations semi-officielles avec 3 Etats : la Grèce, la France et l'Italie.

Les fondements des relations entre les Etats furent : le traité de paix de Brest-Litovsk, l'accession à l'indépendance politique des Etats d'Europe de l'Est, la paix avec

la Russie soviétique et avec 6 Etats voisins dans le courant de l'été 1918, ainsi que la signature de 30 accords commerciaux et militaires et de 6 conventions sur les communications avec 12 pays.

Sous l'Hetmanat les représentations suivantes furent accréditées à Kiev : 2 ambassades (Allemagne et Autriche-Hongrie) ; 5 légations de 1re classe (Bulgarie, Don, Turquie, Finlande, Pologne) ; 6 légations de 2e classe (Kouban, Azerbaïdjan, Russie soviétique, Arménie, Grèce, Roumanie) ; 13 consulats de 7 Etats neutres ayant l'accréditation diplomatique (Biélorussie, Estonie, Lituanie et semi-officiellement, Grèce, France et Italie). En tout, 26 Etats.

Par ailleurs, dans 8 villes ukrainiennes (y compris Poltava) fonctionnaient : 71 consulats (11 consulats généraux, 43 consulats et 17 vice-consulats), dont 31 résidaient à Kiev. Treize consulats résidant à Kiev avaient reçu l'autorisation d'entretenir des relations diplomatiques.

A cette époque, le corps diplomatique ukrainien était en poste dans 20 Etats et régions et était réparti comme suit : 6 légations de 1re classe (Berlin, Vienne, Sofia, Istanbul, Helsinki et Novotcherkask, sur le Don) ; 2 légations de 2e classe (Bucarest et Katérynodar) ; 2 missions diplomatiques (Berne et Stockholm) ; 8 consulats ayant les pouvoirs diplomatiques (Russie, Pologne, Géorgie, Lituanie, Biélorussie, Azerbaïdjan, Sibérie, dans l'Extrême-Orient (Zelenyi Klyn) et en Chine) ; 2 consulats avec les mêmes pouvoirs dans la Tataro-Bashkirie et à Techkent, dans le Turkestan.

La chute des Puissances Centrales et le rétablissement de la République en Ukraine entraînèrent de grands changements dans les relations diplomatiques ukrainiennes : 1°) restauration des relations avec l'En-

La reconnaissance fut accordée : de jure par 5 Etats : la Pologne, l'Allemagne, la Turquie, la République autrichienne et l'Argentine ; de jure de façon non officielle, par : l'Espagne, la Biélorussie, la Suisse, la Géorgie et l'Union du Caucase du Nord, la Chine, la Tchéco-Slovaquie, la Hollande, le Vatican, la Hongrie, la Roumanie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Finlande ; de facto par 9 Etats : la Russie soviétique, le Danemark, la Bavière, la Suède, l'Azerbaïdjan, l'Italie, la France à partir de la fin de 1920 et la ville libre de Dantzig en 1921, et également de facto par les trois organisations internationales.

Sous le Directoire (jusqu'au 1er février 1919, date à laquelle la ville tomba aux mains des troupes russo-soviétiques), il y eut à Kiev : 5 légations (Autriche, Allemagne, Turquie, Finlande, Pologne) ; 6 missions diplomatiques bénéficiant d'une reconnaissance de jure non officielle (Espagne, Biélorussie, Bulgarie, Géorgie, Kouban et Azerbaïdjan) ; 11 consulats avec autorisation diplomatique (Roumanie, Grèce, Danemark, Hollande, Norvège, Perse, Suisse, Suède, Lituanie, Hongrie et Estonie) ; et 1 consulat (Tchéco-Slovaquie) ayant un statut semi-officiel.

En tout, il y avait donc à cette époque 23 représentations diplomatiques à Kiev.

Le 19 mai 1919, les autorités soviétiques d'occupation en Ukraine firent savoir aux 9 représentants consulaires qui restaient encore qu'il leur faudrait quitter Kiev avant le 1er juin. Cette expulsion des agents consulaires était due au fait qu'ils avaient refusé de reconnaître la République Soviétique Socialiste d'Ukraine comme successeur légal de la République Démocratique Ukrainienne indépendante.

tente ; 2°) création de relations avec 7 pays neutres de l'Europe ; 3°) stabilisation des relations avec les Etats d'Europe de l'Est nouvellement créés (notamment avec les 3 Etats baltes) et avec la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Hongrie ; 4°) création de relations avec la Croix Rouge internationale, le Patriarcat de Constantinople, le Vatican et la Société des Nations (de facto). L'accord de 1920 entre la République Démocratique Ukrainienne et la Pologne, et auparavant avec la Roumanie (juillet 1919), fit beaucoup pour promouvoir la reconnaissance de jure (Vienne, Istanbul et Berlin). Il y eut à Kiev 11 représentations diplomatiques, qui en fait étaient considérées comme des légations (Suisse, Hongrie, Géorgie, Tchéco-Slovaquie, Lettonie, Roumanie, Vatican, Hollande, Estonie, Finlande et Pologne). Toutefois, du fait de l'opposition de la France à ce que les 11 Etats ci-dessus reconnaissent la République ukrainienne de jure, leurs représentations furent officiellement considérées comme des « représentations diplomatiques ».

En 1919, étaient en fonction : 5 missions diplomatiques ukrainiennes : à Moscou, Copenhague, Stockholm, Rome et à Paris à partir de la fin de 1920 ; 5 consulats avec autorisations diplomatiques : en Bavière, Azerbaïdjan, Arménie, Belgique et à Dantzig. En tout, l'Ukraine avait des représentations diplomatiques et consulaires dans 24 Etats.

Les légations ukrainiennes étaient assistées dans leur travail par 59 consuls et 5 missions commerciales. En réalité, la République Démocratique Ukrainienne était reconnue par un plus grand nombre d'Etats que ne l'indiquent les statistiques concernant le corps diplomatique à l'étranger : de 1919 à 1923, l'indépendance de la R.D.U. fut reconnue par 32 Etats (non compris les 4 organisations internationales citées ci-dessus).

Il faut noter que la Suisse, la Hollande et la Hongrie témoignèrent d'un maximum de compréhension envers l'Etat ukrainien en reconnaissant les représentations et les consulats jusqu'à la fin de 1923, date à laquelle le corps diplomatique ukrainien cessa d'exister. Le consul d'Espagne en poste à Kiev apporta une aide exceptionnelle au ministère des Affaires étrangères pour l'élaboration des codes (usages et protocoles) diplomatique et consulaire de l'Ukraine, qui étaient différents des codes russes. En tant que personne morale internationale, l'Ukraine tenait donc à ce que ses codes soient différents des codes russes.

Les documents diplomatiques internationaux retrouvés dans les archives de 42 pays et de 3 organisations internationales témoignent aujourd'hui de la légalité de l'Etat ukrainien, issu de la volonté nationale et pourvu de moyens politiques et d'une puissance militaire fondés sur des lois et des décrets du gouvernement ukrainien indépendant.

La chute de l'Etat ukrainien fut la conséquence d'une lutte impitoyable, militaire autant que diplomatique, et qui dura 3 ans, d'une lutte avec ses ennemis historiques, et de l'incompréhension des Alliés ouest-européens, qui ne surent pas prévoir, il y a 70 ans, cette vérité évidente, que la paix n'était possible, pour l'Europe dans son ensemble, que si l'Ukraine était forte et indépendante.

W. TREMBICKY
(New York)

Les relations entre la Tchéco-Slovaquie et l'Ukraine

par Josef KALVODA

Les premiers contacts tchéco-ukrainiens remontent à l'époque des saints Cyril et Méthode, les apôtres des Slaves, dont les disciples ont apporté du Grand Empire morave le langage liturgique et les œuvres littéraires, qui sont devenus la base de la culture de l'Etat de Kiev. Selon certains comptes rendus, des marchands de Kiev se rendaient en Bohème et remontaient le Danube jusqu'en Bavière pour faire le commerce des chevaux et des esclaves, dès le début du Xe siècle (1).

Les relations entre les Ukrainiens et les Tchèques et les Slovaques se sont intensifiées à la fin du Xe siècle, et se sont poursuivies jusqu'à ce jour avec différents degrés d'intensité, sauf quelques brèves interruptions. La limite de cet exposé ne permet de parler que de quelques-uns des principaux faits de l'histoire de ces relations.

Lorsque le prince de Kiev Volodymyr occupa le territoire qui s'étend jusqu'au Sian en Galicie, et que le

---

(1) *1000 let : Kronika cheskoslovensko-ruskych styku slovem i obrazem* (1000 ans : Chronique des relations russo-tchécoslovaques par les mots et par l'image. Prague 1947), p. 9.

prince tchèque Boleslav II (967-999) agrandit son empire jusqu'à ce territoire, les Etats de Bohème et de Kiev avaient des frontières communes. Nestor le Chroniqueur a rapporté certains événements concernant les terres des Tchèques et des Moraves, la nomination de l'évêque Méthode, la traduction de l'Ecriture Sainte en slavon, le mariage du prince polonais Mieczyslaw avec la princesse tchèque Doubravka, et les relations d'amitié, ainsi que les relations familiales entre les princes tchèques et les princes de Kiev (2). Selon Nestor, saint Volodymyr le Grand (mort en 1015) a eu deux épouses tchèques ; il a eu un fils de la première et deux fils de la seconde (3).

Les légendes de saint Wenceslas et de sainte Ludmila furent écrites en cyrillique, et l'usage très répandu du nom de Viatcheslav (le fils du Grand Prince de Kiev Iaroslav reçut le nom de Viatcheslav lors de son baptême en 1034) témoigne que le culte de saint Wenceslav (Vaclav) s'est répandu de la Bohème jusqu'à l'Etat de Kiev. De même, les prières slaves commémorant, entre autres, les saints Cyril et Méthode, saint Wenceslav et saint Vite, parvinrent de Bohème dans l'Etat de Kiev, tandis que des saints kiéviens furent vénérés par les Tchèques. Le chroniqueur tchèque Kosmas, qui vivait au XIIe siècle, donne des nouvelles de l'Etat de Kiev, tandis que son successeur, appelé le moine Sazava, a noté la vénération que les Tchèques portaient aux saints Borys et Hlib (4).

---

(2) Id. Cf aussi *Z dejin cheskoslovensko-ukrajinskych vztajov.* Slovanske Studie I. (De l'histoire des relations ukraino-tchécoslovaques. Etudes slaves I), par Josef Hrozienchik *et al* (Bratislava 1957), p. 18. Il s'agit d'une vaste compilation d'essais et d'autres documents pour commémorer le 100e anniversaire de la naissance de l'écrivain ukrainien Ivan Franko. Dorénavant désigné *Z dejin.*

(3) *1000 let,* p. 10. *Z dejin,* p. 18.

(4) *Z dejin,* p. 10.

On a aussi la preuve de relations littéraires vivaces entre la Bohème et Kiev. Certaines vies de saints tchèques ne furent connues que d'après des manuscrits écrits en lettres cyrilliques, conservés à Kiev, bien qu'à l'origine ils aient été écrits en Bohème en écriture glagolienne (glagolitiques). A partir du moment où leurs empires devinrent voisins, aux environs de 981, quand Volodymyr de Kiev annexa la Galicie, leurs relations commerciales s'intensifièrent considérablement, alors qu'elles existaient déjà avant 955. A partir de la fin du Xe siècle, des textes slavons, venus de Bohème, parvinrent dans l'État de Kiev. Ceci explique pourquoi de nombreux éléments occidentaux (latins), qui étaient parvenus à Kiev par la Bohème, sont apparus dans la littérature religieuse conservée dans cette ville (5).

En Bohème, il y avait deux centres d'ancienne liturgie slavonne : les monastères bénédictins de Brevnon et de Sazava. Tous deux gardaient des contacts avec Kiev. Quand les moines de Sazava furent expulsés pour un temps, ils se réfugièrent dans le nord de la Hongrie, la Slovaquie d'aujourd'hui. Le souverain hongrois, André (1047-1060), qui avait épousé Anastasia, fille de Iaroslav le Sage, de Kiev, soutenait les moines de rite slavon ; c'est ainsi que la littérature slavonne arriva à Kiev, par l'intermédiaire des centres slavons de Slovaquie. Ceux-ci gardaient aussi des contacts avec les centres slavons de Moravie et de Bohème ; l'un d'eux était l'abbaye de Hradishte, près d'Olomouc, fondée en 1078 par le prince Otto Ier d'Olomouc, frère du premier roi tchèque Vratislav ; c'était un ferme partisan de la liturgie slavonne. Otto avait épousé une fille d'André de Hongrie, petite-

(5) Francis Dvornik, « *St Procopius, Czech Benedictions and the Christianization of Russia* », Proceedins of the First Unionistic Congress, du 28 septembre 1956 au 30 septembre 1956 (Lisle, Illinois, 1956), p. 75 à 81.

fille de Iaroslava le Sage. Parmi les personnes qui assistèrent à l'inauguration de la nouvelle abbaye, on comptait des amis éminents des lettres slavonnes, Mgr Jean d'Olomouc, l'abbé Vite de Sazava et l'abbé de Brevnov (6).

Selon une hypothèse, les reliques de saint Borys et de sainte Olga, qui avaient été canonisés par l'Eglise de Kiev en 1072, furent apportées à Sazava par le moine Nestor, auteur des Vies de saint Théodore, et de saint Borys et sainte Olga. Si cette hypothèse est exacte, les contacts entre les moines catholiques de Bohème et les ecclésiastiques orthodoxes de Kiev n'auraient pas cessé après le schisme de 1054. Au contraire, il se peut que ces relations se soient intensifiées au cours de la deuxième moitié du XIe siècle. Ceci indiquerait que Kiev n'était pas hostile à l'influence occidentale (latine), mais qu'il était ouvert à la fois à la civilisation byzantine et latine (7).

Quand le pape Grégoire VI interdit l'usage du rite slavon en Bohème, le roi tchèque Vratislav n'exécuta pas l'ordre du pape, et en 1079, il demanda à Grégoire d'autoriser la liturgie slavonne en Bohème. Grégoire n'accéda pas à cette demande, et le successeur de Vratislav, Bretislav Ier (1093-1100) finit par céder à la pression du pape. En 1095, les moines slavons de Sazava furent expulsés et les livres slavons furent détruits. C'est ainsi que l'Occident perdit son intermédiaire entre la civilisation latine et l'Eglise de Kiev ; c'est seulement à ce moment que l'hostilité contre l'Occident latin fit son apparition à Kiev. La destruction des œuvres slavonnes à Sazava explique aussi la raison pour laquelle on n'a pas trouvé en Bohème les premiers manuscrits religieux

(6) Id., p. 82 et 83.
(7) Id., p. 84 et 85.

et littéraires dont on a retrouvé les traductions à Kiev (8).

La désintégration de l'Etat de Kiev au XIIe siècle, l'invasion mongolo-tatare au XIIIe siècle et l'intensification des contacts avec les Polonais catholiques entraînèrent le déclin des relations culturelles entre la Bohème et Kiev. Toutefois, en 1290, le roi de Bohème Vaclav II, dont la mère, Kunhuta, descendait des princes de Tchernihiv, obtint la couronne polonaise avec l'aide du prince galicien Lev, fils de Danylo Romanovytch (9).

Au cours des guerres hussites, au XVe siècle, des Ukrainiens combattirent sous les bannières hussites. Plus tard, avec des guerriers hussites, ils apportèrent la connaissance d'armes nouvelles et de nouvelles méthodes de faire la guerre aux Cosaques du Dnieper dont les arts martiaux commençaient à paraître. Ces influences ont laissé un souvenir durable avec le terme « pushka », utilisé dans les langues ukrainienne et russe. Quelques années plus tard, les Cosaques zaporogues développèrent des contacts avec les Etats et les rois de Bohème (10).

Au XVe siècle, les guerres hussites affaiblirent la nation tchèque, et au XVIIe siècle, la guerre de Trente Ans réduisit la population de Bohème à environ un cinquième de ce qu'elle était avant la guerre. Ce que beaucoup ignorent, c'est que les Cosaques zaporogues jouèrent un très grand rôle dans cette guerre et qu'ils aidèrent à vaincre le mouvement protestant bohémien (11).

En 1619-1620, plusieurs groupes de Cosaques ukrainiens, engagés par l'empereur Ferdinand II, arrivèrent

(8) Id., p. 85 et 86.
(9) *1000 let*, p. 11.
(10) Id., p. 12, aussi *Z dejin*, p. 19.
(11) George Gajecky et Alexander Baran, *The Cossaks in the Thirty Years War* (Rome, 1969).

en Silésie, en Moravie et en Bohème. Les armées cosaques furent impliquées dans de nombreuses escarmouches et batailles dans ces provinces, qui avaient défié le gouvernement de l'Empereur. Au cours de cette guerre de religion, de nombreuses atrocités furent commises des deux côtés. En ce qui concerne le sort de la Bohème, le moment décisif fut la bataille de la Montagne Blanche, le 8 novembre 1620. Au cours de cette bataille, les Cosaques, qui combattaient pour l'Empereur, capturèrent cinquante drapeaux, y compris l'enseigne royale de Frédéric. D'après la description de la bataille que Maximilien de Bavière envoya au pape, « *Les Cosaques se sont battus avec bravoure, et plus que tous les autres détachements de l'armée impériale* » (12). Le roi Frédéric, le « roi d'hiver », quitta Prague la nuit même, et le 10 novembre 1620, la ville tomba sans effort.

Après cet événement, les Cosaques ne sont pas retournés en Pologne ni en Ukraine ; ils ont participé à la pacification de la Bohème, de la Moravie et de la Silésie, qui consistait surtout à faire des raids dans les campagnes et les villes. En effet, le rôle des Cosaques dans cette entreprise de pacification était surtout une expédition punitive. Quand la Moravie fut pacifiée, les Cosaques devinrent des sujets encombrants pour l'Empereur, à cause de leurs irruptions continuelles, et la plupart furent renvoyés en Pologne (13).

On peut se demander pourquoi les Cosaques, qui n'étaient ni catholiques ni protestants, combattirent pour l'Empereur. Bien qu'ils fussent mercenaires et auraient pu combattre aussi bien d'un côté que de l'autre, à aucun moment, au cours de la guerre, ils n'ont servi du côté protestant. Ils ont servi sous leurs propres

(12) Id., p. 56.
(13) Id., p. 62 et 63.

officiers et ils ont souvent dit qu'ils avaient pour but de défendre la religion catholique (14). Ils aimaient les villes catholiques, assistaient aux offices religieux et respectaient les biens des catholiques. Leur hostilité à l'égard du protestantisme venait de l'attitude qui dominait dans l'Etat polonais, parmi les Ukrainiens et les Biéloruthéniens orthodoxes, et dans l'Eglise orthodoxe. Ils aimaient les offices pleins de mysticisme et les cérémonies ; pour eux, le protestantisme était lié à une idéologie négative, qui rejetait le mysticisme et le culte de la Sainte Vierge. (Les Cosaques avaient dédié leur église de la Sitch zaparogue à la Vierge Marie). Pendant la guerre de Trente Ans, qu'ils soient en territoire ami ou ennemi, ils testaient les habitants en leur demandant de réciter l'Ave Maria ; ceux qui ne le savaient pas étaient traités en ennemis (15).

Bien qu'après la montée de la Russie comme puissance européenne les Tchèques et les Slovaques se soient tournés davantage vers la culture russe, l'intérêt dans les relations ukraino-tchèques persista des deux côtés. En 1827, le fondateur de slavistique russe, Alexandre Kh. Vostokov, découvrit une légende slavonne de saint Wenceslas, écrite à l'origine, en Bohème, en écriture glagolienne, et traduite (transcrite) en cyrillique dans l'Etat de Kiev. Des écrivains tchèques qui visitaient la Russie faisaient souvent un détour pour voir l'Ukraine, et plusieurs musiciens, artisans et paysans tchèques s'établirent à Volyn et dans d'autres lieux du territoire ukrainien. Par exemple, Vilem Dusan Lambl, qui fut un temps le collaborateur du journaliste Karel Havlitchek (Havlicek) Borovsky et un ami de Bozhena Nemcova (écrivain tchèque bien connu), travailla à l'Université de

(14) Id., p. 89.
(15) Id., p. 89 à 91.

Kharkiv en tant que docteur en médecine et écrivain (16). En 1845, le poète ukrainien Taras Chevtchenko écrivit un poème sur le personnage religieux tchèque Jean Huss *(Ieretik abo Ivan Hous)*, qu'il dédia au poète slovaque Pavel J. Shafarik (Safarik) (17). Un professeur de slavistique à l'Université de Kharkiv, Ivan I. Sreznevskyi, visita Prague trois fois dans les années 1860.

Au XIXe siècle, des projets d'unification de toutes les nations slaves et des mouvements en vue d'une réciprocité slave se manifestèrent parmi les Tchèques et les Slovaques. Il n'est pas surprenant que, lorsqu'une exposition s'ouvrit à Moscou en 1865, un grand nombre de Tchèques et de Slovaques firent des pèlerinages en Russie. Trente-deux délégués tchèques et slovaques arrivèrent à Moscou, invités par le comité de l'exposition. Parmi eux, citons Frantishek Palacky, Frantishek L. Rieger, Frantishek Brauner, Karel J. Erben, Josef Gregr, etc. pour les Tchèques, et Janko Jesensky, Paul Mudron, A. Radlinsky, etc. pour les Slovaques (18).

Une preuve de l'intérêt soutenu dans l'Orient slave est le fait que jusqu'en 1874, près de 15.000 Tchèques et Slovaques émigrèrent à Volyn', où ils bâtirent des fermes modèles, des industries agricoles, notamment des moulins, des brasseries et des crèmeries (19). Les descendants de ces émigrants eurent un rôle important à jouer dans l'institution du mouvement de l'indépendance tchéco-slovaque après la déclaration de la guerre de 1914. En 1869, un poète tchèque, Karel Jaromir Erben, a publié la traduction tchèque d'un poème épique

---

(16) *1000 let*, p. 27.
(17) Il existe un essai sur « *Pavel Josef Shafarik et les Ukrainiens* », par Vladimir Hostichka, in *Z dejin*, p. 295 à 318.
(18) *1000 let*, p. 34.
(19) Id., p. 35.

ukrainien, « Le Dit de la campagne d'Igor », comportant des notes historiques et une introduction (20).

En 1874, un grand poète tchèque, Svatoplouk Tchekh (Cech) a parcouru l'Ukraine, la région de la mer Noire et le Caucase ; il a publié un livre dans lequel il relate les impressions qu'il a notées au cours de ces trois voyages. En 1870, le compositeur tchèque Josef Pribik est allé en Russie et, en 1894, il est devenu directeur de l'orchestre municipal d'Odessa. Ses compositions ont été publiées à Prague, Moscou et Kiev. En 1875, deux volumes des œuvres du poète ukrainien et leader national Taras Chevtchenko ont été publiés à Prague. Ces œuvres comprenaient l'édition complète du « Kobzar », publié pour la première fois, puisque la censure russe en avait interdit la publication dans l'empire russe (21).

En 1878, un officier tchèque de l'armée austro-hongroise, Jaroslav Tchervinka, arriva en Russie et il entra dans l'armée russe. Sa mission dans l'armée était de pouvoir, éventuellement, organiser la résistance tchèque contre l'empire des Habsbourg, au cas où une guerre éclaterait avec l'Autriche-Hongrie (22). En 1908, il fut promu au grade de général. Tchervinka noua et entretint des contacts avec ses anciens compatriotes, et après la déclaration de la Première Guerre mondiale, il joua un rôle important dans la formation de l'unité militaire tchèque à Kiev.

En 1895, le poète ukrainien Ivan Franko a publié une traduction de la satire politique de Karel Havlichek Borovsky, « le roi Lavra » (Car Lavri), et l'historien Anton N. Iasynskyi a publié, à Kiev, une étude détaillée sur l'organisation administrative de la Tchèquie, intitu-

(20) Id., p. 36.
(21) Id., p. 38 et 39 ; aussi dans *Z dejin*, p. 26 et 27.
(22) *1000 let*, p. 42.

lée *Padenije zemskago stroja v chesskom gosudarstve (X-XIII, vv.)*. En 1903, un imprimeur ukrainien installé à Genève, a publié la traduction russe du Baptême de saint Vladimir, de Karel Havlichek Borovsky (23). Cet ouvrage fut réédité à Genève en 1904.

(à suivre)

Josef KALVODA

(23) Id., p. 58. Comme indiqué ci-dessus, le symposium *Z dejin* est dédié à Ivan Franko. Il comporte également des bibliographies de traductions tchèques et slovaques d'œuvres de Franko.

A propos du problème macédonien

par Jindzich VLCEK

Dans l'un des articles publiés récemment dans *L'Est Européen,* il était question de la Bulgarie et du problème macédonien.

Je voudrais dire à ce propos que du point de vue macédonien, l'article sur la Bulgarie contenait de nombreuses erreurs.

C'est, par exemple, une erreur d'écrire que les komitadjis étaient des bandits, car c'étaient des patriotes macédoniens qui luttaient pour l'indépendance totale et l'unité de la Macédoine, partagée contre son gré en août 1913 (traité de Bucarest). Ils luttaient contre les ennemis de la Macédoine, c'est-à-dire les Grecs, les Turcs et les Serbes (et aussi contre les Albanais, introduits par les Turcs).

La commission internationale Carnegie, appelée par les Grecs et les Serbes pour accabler les Macédoniens, avait constaté que les vrais « bandits » étaient les Grecs et les Serbes, parce qu'ils terrorisaient les Macédoniens et étaient de connivence avec les Turcs. La trahison serbe fit que bien que les Grecs, qui ne représentaient en 1913 que 7 % de la population de la Macédoine, reçurent 54 % du territoire macédonien, y compris des districts où ils représentaient souvent moins de 1 % de la population.

Même actuellement, en 1990, de nombreux districts du nord de la Macédoine égéenne (dite grecque) le long de la frontière gréco-yougoslave et gréco-bulgare sont encore peuplés en majorité de Macédoniens, qui, de 1945 à 1952, luttèrent encore pour la réunification et l'indépendance de la Macédoine, justement en Macédoine égéenne.

Il faut préciser à ce sujet que les Alliés refusèrent, en 1913 d'abord, puis en 1919 et 1945, le droit de la Macédoine à l'unité et à l'indépendance. Il est important de souligner que même maintenant, en 1991, les Macédoniens réclament, à la fois en Macédoine et dans le monde, enfin le droit à l'autodétermination et à l'unité de la Macédoine.

Jindzich VLCEK
(Lyon)

LIVRES

Roger Caratini : *Dictionnaire des nationalités et des minorités en URSS.* Larousse, Collection Essentiels, Paris, 1990. 272 pages, 145 F.

L'Union soviétique étant un empire peuplé de nombreuses nations, ethnies et minorités, l'utilité d'un tel dictionnaire est incontestable. Trouver des renseignements sur ce que sont les Estoniens, les Lettons, les Lituaniens, les Géorgiens, les Ukrainiens, etc., peut être d'un grand secours non seulement pour de simples lecteurs, mais également pour des experts et même des historiens.

Mais un dictionnaire encyclopédique doit obligatoirement être objectif. La règle générale dans ce cas est de tenir compte de la vérité historique objective, libre d'une emprise idéologique ou de concepts étatiques officiels.

Malheureusement, l'auteur n'a pas tenu compte de cette règle. Tout en donnant des renseignements sans doute utiles sur les Aléoutes, Bachkirs, Ingouches, Koriaks, Ossètes, etc., etc., dont l'importance pour l'histoire de l'Europe et du monde est pratiquement nulle, il s'est trop souvent écarté de la ligne scientifique. Pour commencer, il prétend que l'Union soviétique compte près de 300 nationalités (p. 11), ce qui est tout à fait faux. Même d'après les données officielles, issues de recensements, « *L'Union soviétique... est peuplée par plus de 100 nations et nationalités grandes et petites* » (Vladimir Rogov, *Les peuples et les langues de l'URSS,* Editions APN, Moscou, s.d., p. 3), ou bien qu' « *elle regroupe au sein d'une même famille plus de cent peuples et ethnies* »

(Léonide Oumanski, Boris Chkondine, *Les peuples de l'URSS*, Chiffres et faits, Editions APN, Moscou, 1987, p. 12).

En réalité, il s'agit d'une quinzaine de nations et de quelque six peuples, le reste étant des ethnies ayant moins de 900.000 habitants (la plupart, entre quelques milliers et 100.000 habitants), et des minorités, dont les Polonais, les Tchèques, les Hongrois, les Français, etc.

L'affirmation que la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont des « Républiques russes » (p. 13) est une contre-vérité incompréhensible et ouvertement tendancieuse. Ou bien l'auteur ne comprend pas l'histoire de l'Europe de l'Est, ou bien il suit volontairement un schéma tendancieux. Quand on lit son article sur l'Ukraine, c'est la deuxième hypothèse qui semble vraie.

Tout d'abord, ce qui étonne, c'est que l'auteur a consacré à l'Ukraine (un pays de 52 millions d'habitants, avec une histoire millénaire, dont l'importance stratégique et géopolitique est considérable) et aux Ukrainiens (près de 50 millions dans le monde) trois colonnes ! Autant que pour les Caréliens (138.000) et les Adjars (un petit groupe de Géorgiens parlant un dialecte). Mais il a consacré 6 colonnes, par exemple, aux Gagaouzes (173.000) et 4 colonnes aux Abkhazes (90.000). Par ailleurs, il a consacré 17 colonnes aux Arméniens, 10 à la Géorgie, 8 aux Kazakhs.

Son article sur l'Ukraine est plein de contre-vérités. Il dit par exemple qu'en Ukraine on parle « *le rusniy ou petit-russe* ». Or les Ukrainiens parlent l'ukrainien, et à notre époque, il n'y a pas d'autre terme pour désigner cette langue (de toute évidence l'auteur du dictionnaire ignore l'excellent ouvrage de Roland Breton, *Géographie des langues*, Collection Que sais-je ?, Presses Universitaires de France, Paris, 1976, où il est question de la langue et de l'ethnie ukrainiennes). Certes, avant de s'ap-

peler Ukrainiens, ce peuple s'appelait Roussènes (Ruthéniens). Les deux Eglises ukrainiennes sont l'Eglise orthodoxe ukrainienne autocéphale et l'Eglise (gréco-) catholique ukrainienne (et non pas catholique romaine). En 1596, une partie de l'Eglise d'Ukraine avait conclu une Union avec Rome et reconnu le pape, mais elle n'a pas accepté le catholicisme romain. La légende sur la fondation de l'Etat de Kiev par un chef varègue n'est qu'une légende, qui a beaucoup plu aux nazis allemands. Les informations sur les cosaques ukrainiens sont en grande partie confuses et inexactes. L'auteur ne dit rien de l'existence de l'Etat ukrainien indépendant de 1917 à 1920, et ne parle confusément que de Makhno, dont l'activité et l'importance sont démesurément exagérées. On ne trouve pas non plus de vérité sur l'Ukraine sous la domination soviétique et sur les événements récents.

Si les informations sur les autres sujets sont comparables à celles sur l'Ukraine, alors ce dictionnaire ne fera que tromper le lecteur. Le nom prestigieux *Larousse* mérite mieux.

Ajoutons enfin que l'on ne trouve pas dans la bibliographie du livre deux ouvrages importants sur l'Ukraine, l'Etat ukrainien indépendant de 1917-1920, le mouvement national ukrainien et les événements de la Deuxième Guerre mondiale dans ce pays, parus récemment, à savoir celui de W. Kosyk, *La politique de la France à l'égard de l'Ukraine, mars 1917-février 1918,* Publications de la Sorbonne, Paris, 1981, 304 pages et du même auteur : *L'Allemagne national-socialiste et l'Ukraine,* Publications de l'Est Européen, Paris, 1986, 660 pages. Ces ouvrages auraient aidé l'auteur de ne pas commettre des erreurs regrettables, ne serait-ce que sur l'Ukraine.

T.N.

Guy Héraud : *Les communautés linguistiques en quête d'un statut.* Presses d'Europe, Paris-Nice, 1990. 45 pages, 24 F.

Comme son nom l'indique, la brochure a trait aux communautés linguistiques qui cherchent à préserver leur particularité. L'auteur conclut que pour ces communautés la seule solution est le fédéralisme : une fédération européenne, comprenant également une fédération d'ethnies.

Suzanne Labin : *Le monde libre va-t-il tomber dans les pièges de Gorbatchev ?* Son cheval de Troie : La maison commune européenne. Autoédition (3, rue Thiers - 75116 Paris). Paris, 1990. 134 pages, 80 F.

L'auteur dénonce de nombreux pièges de la diplomatie russo-soviétique, notamment celui de la « maison commune européenne », conçu, selon l'auteur, par le chef du KGB Andropov et dont le but est de finlandiser l'Europe. Le livre apporte sans aucun doute de nombreux éclairages sur le « démocrate Gorby », qui n'en est pas un. Des écrits de l'opposition le confirment. Malgré la faillite totale du socialisme à l'Est, Gorbatchev continue de jouer la carte socialiste à l'extérieur pour obtenir des appuis. L'auteur propose de cesser toute « Gorbatchelâtrie », stopper l'aide économique à Moscou, s'opposer au sabotage de l'Alliance atlantique, dénoncer le soutien du monde libre aux despotes communistes, etc.

La crise de l'empire russe. Rapport spécial Executive Intelligence Review. Publié par les Editions Alcuin, Paris, 1989. 90 pages.

Le fascicule comprend d'intéressantes informations sur le passé historique de l'empire et des Russes, la nou-

velle donne en Europe, la réorganisation du commandement militaire soviétique, les « Afgantsi », l'organisation Pamiat (un nouveau fascisme russe ?), l'Ukraine : le talon d'Achille de l'empire, la Pologne et ses problèmes économiques, ainsi que sur la stratégie et la technologie.

Annuario Internacional CIDOB 1989. Edité par la Fondation CIDOB (Elisabets, 12 - 08001 Barcelona), Barcelone, avril 1990, 344 pages.

Cet annuaire est un précieux instrument de travail. Il comporte des données concernant aussi bien les relations extérieures de l'Espagne et de la Communauté européenne que les relations internationales : la crise chinoise, le dialogue Nord-Sud, le fondamentalisme islamique, les réformes à l'Est, etc. On trouvera en annexe la chronologie et les chiffres essentiels concernant les problèmes évoqués.

ABONNEMENTS
(1 an)

France

Abonnement ordinaire ..	100 F
Abonnement de soutien	150 F
Etudiants	80 F

Etranger

Abonnement ordinaire	120 F

Belgique : 800 F - Canada et U.S.A. : 20 Dollars

Les abonnements sont à souscrire à *L'Est Européen*
B.P. 51 - 75261 Paris Cedex 06
C.C.P. : La Source 30-754-04 W

L'EST EUROPEEN
B.P. 51-06
75261 Paris Cedex 06

L'Est Européen, revue trimestrielle.
Directeur : M. Bublinskyi.
N° de la Commission paritaire des publications : 65.075
I.S.S.N. 0014-1097
imprimé en France

Imprimerie Bené, 12 c, rue Pradier - 30000 Nimes

---

25 F